

## Comprendre les dynamiques de l'Afrique en temps de crise

**Quelle influence la crise économique aura-t-elle sur la croissance de l'Afrique ?**

**Comment les gouvernements du continent peuvent-ils préserver les avancées obtenues ces dernières années ?**

**Quel rôle les technologies de l'information et des communications peuvent-elles jouer ?**

**Que doivent faire les donateurs aujourd'hui ?**

**La crise peut-elle compromettre la stabilité politique et sociale ?**

**Quelles mesures l'Afrique doit-elle prendre pour améliorer ses perspectives de croissance à long terme ?**

**Pour plus d'informations**

**Références**

**Où nous contacter ?**

### Introduction

Il y a encore un an, les perspectives de croissance économique de l'Afrique semblaient plus encourageantes que jamais. Or, quel impact la crise mondiale a-t-elle eu ? Le contexte international dans lequel évolue l'Afrique<sup>1</sup> est devenu résolument défavorable. Le PIB des pays de l'OCDE devrait reculer de 4.3 % en 2009 et connaître une croissance quasi nulle en 2010. Dans les pays émergents, la croissance devrait également enregistrer une forte baisse. Les échanges mondiaux eux-mêmes devraient marquer un repli de 13.2 % en 2009, alors qu'ils n'ont cessé de croître depuis 60 ans. Pour l'Afrique, cela se traduit par des prévisions de croissance pour 2009 ramenées à 2.8 %, après plus de 5 % par an pendant quatre années consécutives.

Les économies africaines les plus durement touchées sont celles qui dépendent dans une large mesure des exportations de produits de base. Pour la plupart, les cours de ces produits sont retombés à leurs niveaux de 2005 ou 2006, avec dans de nombreux cas une baisse d'au moins 40 %. Les pays africains importateurs nets de pétrole sont confrontés à des problèmes différents : dans beaucoup de ces pays, la croissance du PIB devrait chuter en 2009 et 2010. Dans de nombreux pays du continent, le fait que les cours des denrées alimentaires qui s'échangent au niveau international demeurent élevés perpétue une crise alimentaire, dont souffrent en particulier les citoyens pauvres.

Entre-temps, l'inflation a progressé, à un rythme cependant modéré. Ceci s'explique avant tout par une répercussion plus directe des hausses des cours internationaux du pétrole sur les prix à la consommation et par une augmentation des cours internationaux des céréales et des huiles végétales.

Sur le plan politique, il importe plus que jamais de promouvoir la bonne gouvernance en Afrique, car après plusieurs années d'amélioration de la stabilité politique et sociale, la dynamique s'est enrayée en 2007 pour s'inverser en 2008. Il faut continuer d'agir, néanmoins, pour instaurer durablement des conditions propices au développement du secteur privé, notamment en poursuivant la lutte contre la corruption. Cependant, la dégradation de la situation économique

*Les Perspectives économiques en Afrique constituent un ouvrage unique dans lequel le Centre de développement de l'OCDE, la Banque africaine de développement et la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique s'associent pour décrypter l'évolution économique et sociale des pays africains d'une année à l'autre. On trouvera dans les Perspectives économiques en Afrique 2009, huitième édition de ce rapport, des données comparables et une analyse complète pour 47 pays africains, qui concentrent 97 % de la population du continent et 99 % de sa production économique.*

pourrait compromettre certaines des avancées obtenues sur la voie d'une plus large démocratie et d'une meilleure gouvernance. Cela dit, des progrès sont en cours. Le Mécanisme africain d'examen par les pairs mis en place conjointement par l'Union africaine (UA) et le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) a commencé à établir une évaluation impartiale des pays africains et, partant, à favoriser les progrès en matière de gouvernance.

La bonne nouvelle, c'est que malgré ces tensions économiques et sociales, l'Afrique est en meilleure condition pour résister à la crise économique mondiale qu'elle ne l'aurait été dix ans plus tôt. Avec juste ce qu'il faut en termes de réformes internes, et grâce à la volonté des donateurs de compenser la baisse des recettes commerciales, l'essor du continent peut se poursuivre.

La présente Synthèse reprend certaines des principales conclusions des *Perspectives économiques en Afrique 2009*. ■

---

1. Les 47 pays passés en revue dans cette huitième édition des *Perspectives économiques en Afrique* de l'OCDE sont classés par sous-région : Afrique du Nord (Algérie, Égypte, Libye, Maroc, Mauritanie, Soudan et Tunisie) ; Afrique de l'Ouest (Bénin, Burkina Faso, Cap-Vert, Côte d'Ivoire, Gambie, Ghana, Guinée, Liberia, Mali, Niger, Nigeria, Sénégal, Sierra Leone et Togo) ; Afrique centrale (Cameroun, Gabon, Guinée équatoriale, République centrafricaine, République démocratique du Congo, République du Congo et Tchad) ; Afrique de l'Est (Burundi, Djibouti, Éthiopie, Kenya, Ouganda, Rwanda, Seychelles et Tanzanie) ; Afrique australe (Afrique du Sud, Angola, Botswana, Lesotho, Madagascar, Malawi, Maurice, Mozambique, Namibie, Swaziland et Zambie).

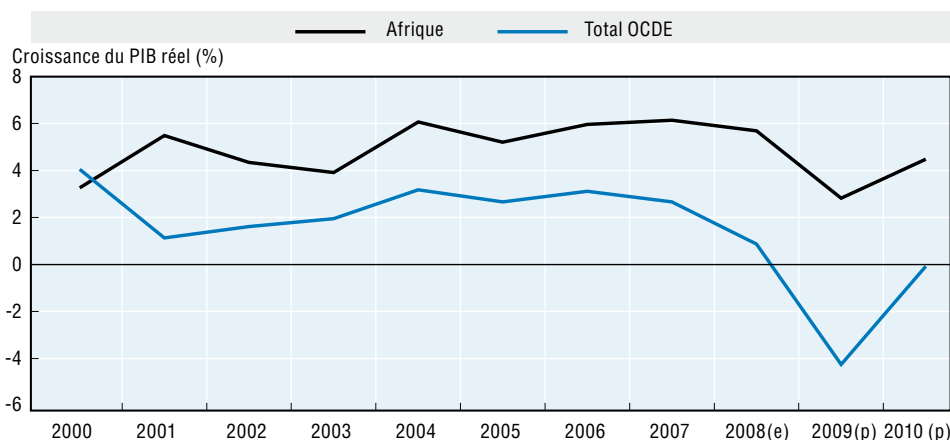
### Quelle influence la crise économique aura-t-elle sur la croissance de l'Afrique ?

Sans surprise, les perspectives en Afrique ont été assombries par la crise mondiale. La croissance économique du continent ne devrait atteindre que 2.8 % en 2009, soit moins de la moitié des 5.7 % estimé pour 2008. Elle devrait ensuite se rétablir partiellement à 4.5 % en 2010. Dans les pays exportateurs de pétrole, la croissance, qui est restée nettement supérieure à celle des pays importateurs en 2008, ralentit également et devrait être de 2.4 % en 2009, contre 3.3 % pour les importateurs nets de pétrole. En outre, certains pays sont toujours aux prises avec des problèmes particulièrement graves (catastrophe humanitaire du Darfour au Soudan, naufrage de l'économie du Zimbabwe, conflits et instabilité politique en Guinée, en Guinée-Bissau, en Guinée équatoriale, à Madagascar et en Somalie...) qui risquent de freiner un peu plus le progrès économique.

La stabilité macroéconomique que les pays africains venaient d'atteindre, au prix d'efforts considérables, a également été ébranlée par la flambée des cours des denrées alimentaires aux trois premiers trimestres de 2008 et pourrait pâtir encore de la dégradation de la conjoncture économique. Un ralentissement de l'investissement dans la production de pétrole et de minerais devrait aussi tirer la croissance vers le bas en 2009 et 2010.

Toutefois, l'Afrique est mieux équipée pour résister à une crise économique qu'elle ne l'était il y a dix ans. La mise en œuvre de politiques macroéconomiques plus rationnelles s'est traduite par un renforcement des situations budgétaires et une baisse de l'inflation, tandis que les récentes initiatives multilatérales d'allègement de la dette ont permis de réduire le poids de la dette et d'atténuer le manque de moyens financiers. Grâce à cela, de nombreux pays devraient pouvoir éviter toute réduction drastique de leurs dépenses et s'autoriser un déficit budgétaire limité. Les réformes structurelles ont abouti à une amélioration des conditions dans lesquelles opèrent tant les entreprises nationales que les entreprises étrangères, comme le révèle la progression des pays étudiés dans le classement *Doing Business* de la Banque mondiale. Par ailleurs, la place accrue des pays émergents d'Asie et d'Amérique latine dans les partenariats commerciaux et de développement réduit l'exposition du continent aux résultats économiques des pays de l'OCDE. Une crise internationale durable, néanmoins, pourrait menacer ces avancées, raison pour laquelle 2010 sera cruciale pour les perspectives macroéconomiques à moyen terme. ■

**Graphique 1.**  
**CROISSANCE DU PIB RÉEL**



Source : Centre de développement de l'OCDE/Banque mondiale, 2009.

### Comment les gouvernements du continent peuvent-ils préserver les avancées obtenues ces dernières années ?

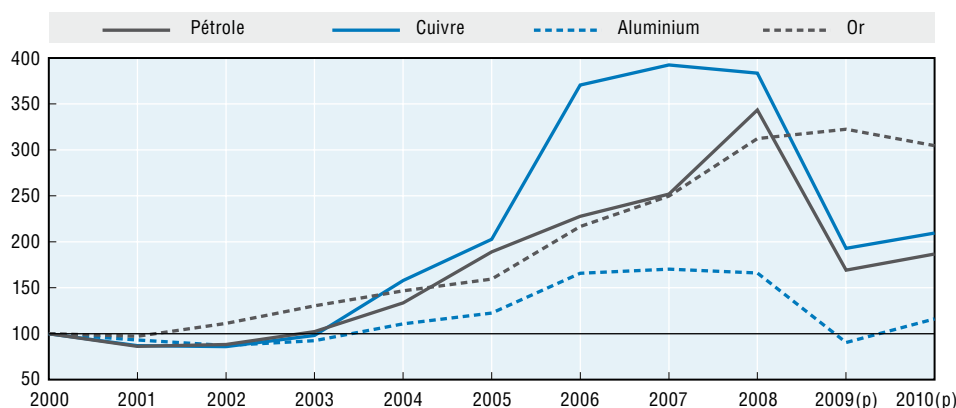
La tâche ne sera pas facile. La diminution des recettes, liée au ralentissement de l'économie et à la baisse des cours des produits de base, pèse sur les bilans comptables des États africains. Dès 2007, les pays importateurs de pétrole ont commencé à souffrir de la hausse des coûts d'importation et de la mise en place d'exonérations fiscales et de subventions coûteuses face à l'augmentation des cours des denrées alimentaires et des carburants. Aujourd'hui, en revanche, ce sont les exportateurs de pétrole et de minerais qui connaissent la baisse la plus forte de leur solde budgétaire et de leur balance des paiements courants, en raison de la chute des cours du pétrole. Les gouvernements africains devront trouver un équilibre entre, d'une part, le respect scrupuleux des principes macroéconomiques fondamentaux, tels que la rationalisation des dépenses publiques, la dévaluation des taux de change réels aux fins de rétablissement de la compétitivité, et la maîtrise de l'inflation et, d'autre part, la poursuite des réformes structurelles, notamment le développement des infrastructures, le renforcement des institutions et la lutte active contre la pauvreté. ■

### Quel rôle les technologies de l'information et des communications peuvent-elles jouer ?

Les applications novatrices des technologies de l'information et des communications (TIC) sont essentielles car elles permettent de faire tomber des obstacles anciens à l'essor des marchés. Quatre Africains sur dix possèdent un téléphone portable, et les solutions de services bancaires sur portable se développent rapidement sur ce continent où les usagers de services bancaires sont peu nombreux. Ainsi, au Kenya, où seuls 26 % de la population sont titulaires d'un compte bancaire, les services de paiement par téléphone portable ont séduit plus de 5 millions d'utilisateurs en moins de deux ans. Grâce à ces niveaux élevés d'accès aux TIC, les entreprises peuvent, pour la première fois, fournir des services ultra-modernes aux habitants du continent. Dans le secteur de l'agriculture, les TIC ont rapproché les exploitants et les acheteurs en leur permettant d'avoir rapidement et à faible coût des informations sur les prix et les quantités. Au Sénégal, les agriculteurs peuvent consulter les cours sur les marchés en temps réel, sur leur téléphone portable, afin d'obtenir le meilleur prix pour leurs récoltes. L'intégration régionale est en train d'être renforcée grâce

Graphique 2.

MATIÈRES PREMIÈRES MINÉRALES (BASE 100 EN 2000)



Source : Centre de développement, sur base (de données) de la Banque Mondiale (2009).

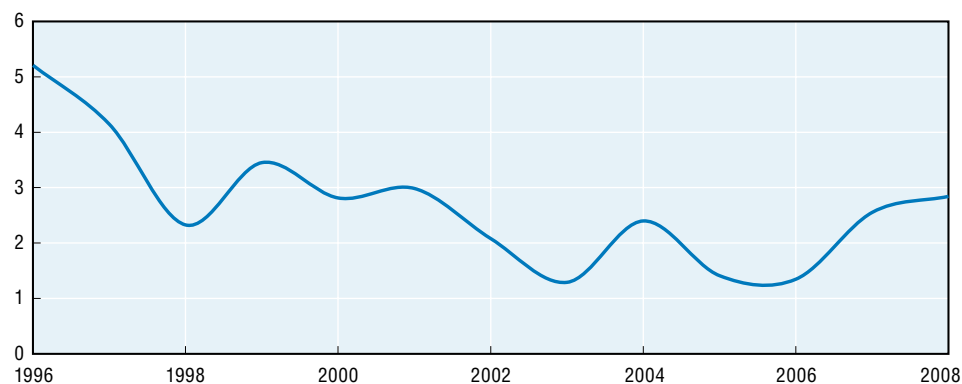
à la construction de nouvelles liaisons terrestres à haut débit. Les opérateurs panafricains proposent déjà des services d'itinérance gratuits couvrant 12 pays. L'Afrique est la seule région du monde où existe ce modèle économique novateur. ■

### Que doivent faire les donateurs aujourd'hui ?

L'aide publique au développement (APD) de l'Afrique, délivrée en grande partie sous la forme d'un allègement de la dette et d'une aide d'urgence, a diminué de 18 % en termes réels en 2007, ce qui s'explique avant tout par la fin des initiatives exceptionnelles d'allègement de la dette. Toutefois, le montant de l'aide a atteint un plus haut niveau en 2008 et pourrait bien croître, mais lentement, en 2009 et 2010. Il se peut que l'Afrique en profite plus que d'autres régions. L'envolée des déficits budgétaires et un moindre soutien politique en faveur d'une augmentation de l'aide dans les principaux pays donateurs pourraient entraîner une révision à la baisse des montants de l'aide. Les donateurs doivent donc redoubler d'efforts pour honorer l'engagement qu'ils ont pris à Gleneagles de doubler l'aide à l'Afrique d'ici 2010, comme l'ont préconisé le Secrétaire général de l'OCDE, Angel Gurría, et le Président du Comité d'aide au développement de l'OCDE, Eckhard Deutscher, dans leur « Déclaration sur la politique d'aide » d'octobre 2008.

Les pays africains ont besoin du soutien des donateurs pour continuer à investir dans les infrastructures et les réformes structurelles. L'abandon de ces réformes ferait peser une menace sur les avancées obtenues dans la lutte contre la pauvreté et sur les perspectives de croissance futures. Alors que les flux de capitaux privés étrangers et les recettes des États se tarissent, il faudrait non seulement maintenir l'APD, mais aussi l'augmenter et y recourir de façon anticyclique pour faire face au ralentissement de l'économie. Compte tenu des difficultés économiques que connaissent les pays donateurs, l'accent devrait être mis sur la concentration en début de période des dépenses engagées par les donateurs au titre de l'aide et sur l'efficacité de l'aide, en particulier sur la réduction du morcellement comme moyen de rationaliser l'APD et de renforcer ses effets.

**Graphique 3.**  
**INDICATEUR DE STABILITÉ POLITIQUE**  
**Tensions civiles**



Tensions civiles : nombre de grèves, manifestations, épisodes de violence et de coups d'État. Données qualitatives obtenues à partir de *Marchés Tropicaux et Méditerranéens*.

Source : Centre de développement de l'OCDE, 2009.

Enfin, l'Afrique a besoin d'aide pour rouvrir les robinets de financement du commerce extérieur, qui se sont grippés eux aussi. Une stratégie consisterait à créer des mécanismes grâce auxquels les donateurs joueraient un rôle dans ce redémarrage. Par exemple, les pays où les liquidités abondent, comme la Chine, pourraient mettre en place des mesures avec des organismes multilatéraux régionaux, tels que la Banque africaine de développement, pour assurer les financements nécessaires. ■

### La crise peut-elle compromettre la stabilité politique et sociale ?

Oui, et le maintien de la stabilité sociale s'avérera délicat. Depuis la fin de 2007, lorsque des troubles ont éclaté en série en raison de la hausse du coût de la vie, les autorités se sont employées à juguler les tensions tout en veillant à ne pas verser dans l'autoritarisme. À quelques exceptions, les gouvernements ont réagi de manière constructive. Le défi sera maintenant de poursuivre dans cette voie, tandis que les ressources publiques s'amenuisent et que l'aide des donateurs se fait incertaine.

On relève cependant des signes encourageants. Le renforcement de la conscience politique des administrés a entraîné une responsabilisation de certains gouvernements. Désormais, ceux-ci organisent des élections régulières et procèdent à des réformes structurelles de l'administration publique, lesquelles se sont traduites par une meilleure gouvernance et une transparence accrue. En outre, des améliorations ont été constatées dans certains pays sur les plans de la gestion macroéconomique et du cadre réglementaire, et les conflits ont commencé à s'apaiser. La coopération régionale en matière de gouvernance dont l'Union africaine et le Mécanisme africain d'examen par les pairs forment le cadre, est également encourageante. Cependant, comme dans d'autres régions du monde, l'instabilité sociale s'est globalement aggravée en Afrique entre 2007 et 2008, et de nombreux gouvernements ont réagi en prenant des mesures radicales, signe de la recrudescence des tensions sociales couramment observée en période de difficultés économiques. ■

### Quelles mesures l'Afrique doit-elle prendre pour améliorer ses perspectives de croissance à long terme ?

Alors que la plupart des pays de l'OCDE connaîtront une récession en 2009, l'Afrique est en mesure de poursuivre sa croissance. Pour cela, les pays concernés doivent stimuler la croissance interne en renforçant l'investissement et la consommation.

Aussi est-il proposé :

#### **En matière de politiques macroéconomiques :**

- De trouver un équilibre entre respect scrupuleux des principes macroéconomiques fondamentaux (rationalisation des dépenses publiques, dévaluation des taux de change réels aux fins de rétablissement de la compétitivité et maîtrise de l'inflation) et investissement dans les réformes structurelles (développement des infrastructures, renforcement des institutions et lancement de programmes de lutte contre la pauvreté).
- D'adopter des politiques budgétaires durables visant à accroître les recettes des États, tout en instaurant des conditions économiques propices aux investissements privés nationaux et étrangers.

#### **En matière de gouvernance politique et économique :**

- De donner la priorité à la transparence (élections, réformes de l'administration publique) et à la coopération régionale en matière de gouvernance.

**En matière de développement du secteur privé :**

- De collaborer avec les entreprises à la suppression des obstacles au développement des infrastructures en matière de TIC, de renforcer la réglementation et d'investir dans le développement d'applications innovantes pour les services sociaux.
- De supprimer les goulets d'étranglement, tels que le manque d'infrastructures et l'accès insuffisant au crédit, auxquels sont confrontées les entreprises privées nationales.
- De promouvoir la production nationale et sa diversification.

**En matière d'intégration régionale :**

- De renforcer le rôle des acteurs régionaux, notamment les institutions financières.

**En matière d'APD :**

- D'insister auprès des gouvernements donateurs pour qu'ils intensifient leurs engagements en matière d'aide, qu'ils aient recours à celle-ci de manière anticyclique, en particulier dans les pays qui sont fortement dépendants de l'aide, et qu'ils se gardent de tout protectionnisme.

La mise en place de ces mesures non seulement atténuera la vulnérabilité actuelle et future du continent, mais contribuera aussi à le doter de fondements plus solides pour croître et se développer à l'avenir.

**Pour plus  
d'informations**

Pour de plus amples informations concernant cette *Synthèse* et les travaux de l'OCDE sur le développement en Afrique, veuillez contacter Sala Patterson (Responsable des travaux sur les résultats des politiques pour l'Afrique et le Moyen-Orient) au Centre de développement de l'OCDE, tél. : +33 1 45 24 96 46, courriel : [sala.patterson@oecd.org](mailto:sala.patterson@oecd.org).

Vous pouvez également consulter les pages Internet suivantes : [www.oecd.org/development](http://www.oecd.org/development), [www.oecd.org/dev/aeo](http://www.oecd.org/dev/aeo).



## Références

OCDE (2009), **Perspectives économiques en Afrique 2009**, ISBN 978-92-64-00979-0, € 60, 300 pages.

OCDE (2008), **Perspectives économiques en Afrique 2008**, ISBN 978-92-64-04643-6, € 80, 728 pages.

OCDE (2008), **Entreprendre pour le développement 2008 : Promouvoir les échanges commerciaux agricoles en Afrique**, ISBN 978-92-64-04503-3, € 40, 130 pages.

OCDE (2008), **Études économiques de l'OCDE : Afrique du Sud 2008**, ISBN 978-92-64-04793-8, € 52, 141 pages.

OCDE (2007), **Perspectives économiques en Afrique 2007**, ISBN 978-92-64-03314-6, € 80, 664 pages.

OCDE (2006), **Perspectives économiques en Afrique 2006**, ISBN 978-92-64-02245-4, € 80, 628 pages.

OCDE (2005), **Perspectives économiques en Afrique 2005**, ISBN 978-92-64-01002-4, € 76, 580 pages.

OCDE (2004), **Perspectives économiques en Afrique 2004**, ISBN 978-92-64-01625-5, € 91, 964 pages.

OCDE (2003), **Perspectives économiques en Afrique 2003**, ISBN 978-92-64-10004-6, € 84, 456 pages.

OCDE (2002), **Perspectives économiques en Afrique 2002**, ISBN 978-92-64-29704-3, € 72, 376 pages.

---

Les publications de l'OCDE sont en vente sur notre librairie en ligne :  
[www.oecd.org/librairie](http://www.oecd.org/librairie)

Les publications et les bases de données statistiques de l'OCDE sont aussi disponibles sur notre bibliothèque en ligne : [www.SourceOCDE.org](http://www.SourceOCDE.org)

---

## Où nous contacter ?

### SIÈGE DE L'OCDE DE PARIS

2, rue André-Pascal  
75775 PARIS Cedex 16  
Tél. : (33) 01 45 24 81 67  
Fax : (33) 01 45 24 19 50  
E-mail : [sales@oecd.org](mailto:sales@oecd.org)  
Internet : [www.oecd.org](http://www.oecd.org)

### ALLEMAGNE

Centre de l'OCDE de Berlin  
Schumannstrasse 10  
D-10117 BERLIN  
Tél. : (49-30) 288 8353  
Fax : (49-30) 288 83545  
E-mail : [berlin.centre@oecd.org](mailto:berlin.centre@oecd.org)  
Internet : [www.oecd.org/berlin](http://www.oecd.org/berlin)

### ÉTATS-UNIS

Centre de l'OCDE  
de Washington  
2001 L Street N.W., Suite 650  
WASHINGTON DC 20036-4922  
Tél. : (1-202) 785 6323  
Fax : (1-202) 785 0350  
E-mail : [washington.contact@oecd.org](mailto:washington.contact@oecd.org)  
Internet : [www.oecdwash.org](http://www.oecdwash.org)  
Toll free : (1-800) 456 6323

### JAPON

Centre de l'OCDE de Tokyo  
Nippon Press Center Bldg  
2-2-1 Uchisaiwaicho,  
Chiyoda-ku  
TOKYO 100-0011  
Tél. : (81-3) 5532 0021  
Fax : (81-3) 5532 0035  
E-mail : [center@oecdtokyo.org](mailto:center@oecdtokyo.org)  
Internet : [www.oecdtokyo.org](http://www.oecdtokyo.org)

### MEXIQUE

Centre de l'OCDE du Mexique  
Av. Presidente Mazaryk 526  
Colonia: Polanco  
C.P. 11560 MEXICO, D.F.  
Tél. : (00 52 55) 9138 6233  
Fax : (00 52 55) 5280 0480  
E-mail : [mexico.contact@oecd.org](mailto:mexico.contact@oecd.org)  
Internet : [www.oecd.org/centrodemexico](http://www.oecd.org/centrodemexico)

Les Synthèses de l'OCDE sont préparées par la Division des relations publiques de la Direction des relations publiques et de la communication. Elles sont publiées sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE.